



Mars, Mondelez, Nestlé et la défense des droits des femmes

Contexte

La fiche d'évaluation d'Oxfam « La face cachée des marques » met en lumière les importantes lacunes des politiques des 10 géants du secteur agroalimentaire en matière de protection et de promotion des droits des femmes. Un grand nombre de données probantes indiquent que les femmes occupent une place de second plan dans les chaînes d'approvisionnement des entreprises de ce secteur et que ces dernières ne prennent pas les mesures nécessaires pour améliorer la situation. Une enquête menée par Oxfam visant à évaluer les conditions des femmes dans la chaîne d'approvisionnement du cacao de quatre pays différents a révélé un traitement marqué par la négligence, l'inégalité et l'injustice. Ce rapport indique que Mars, Mondelez et Nestlé, trois des plus puissants producteurs de chocolat au monde, doivent jouer un rôle de premier plan pour contribuer au traitement équitable des productrices de cacao et des autres travailleuses de ce secteur dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement des entreprises du secteur alimentaire et des boissons, même lorsque les femmes concernées ne sont pas directement employées par ces entreprises, ni sous leur contrôle direct.

Introduction

Aujourd'hui, les friandises et autres barres chocolatées sont extrêmement populaires ; malgré la récession mondiale, les entreprises du secteur agroalimentaire n'ont jamais autant vendu de produits chocolatés à travers le monde¹.

Dans les faits, les ventes de confiseries chocolatées en Amérique latine et dans la région Asie-Pacifique ont plus que doublé entre 2006 et 2011² tandis que le biscuit Oreo de Mondelez International (anciennement Kraft) est aujourd'hui le « biscuit préféré du monde » avec des ventes record aux États-Unis, en Chine et au Venezuela³. En 2012, les ventes conjuguées de Snickers et M&M's auraient rapporté à Mars près de 7 milliards de dollars⁴ ; parallèlement, KitKat de Nestlé est aujourd'hui vendu dans 72 pays⁵.

Malgré ce succès, les millions d'agriculteurs et de travailleurs qui produisent les ingrédients les plus précieux pour les entreprises du secteur agroalimentaire n'ont pas profité d'avancées semblables en matière de revenus ou de statut social. En dépit des progrès actuellement réalisés à l'échelle mondiale pour réduire le nombre de personnes sous-alimentées, la plupart des travailleurs et des travailleuses de la chaîne d'approvisionnement du cacao continuent de vivre dans la pauvreté⁶ tandis que la malnutrition reste monnaie courante dans les régions productrices de cacao⁷.

Les femmes sont souvent les cibles principales des campagnes publicitaires des entreprises du secteur. Pourtant, les femmes travaillant dans les champs de cacao et les usines de transformation sont victimes d'importantes discriminations et de grandes inégalités. Alors que les femmes occupent des postes de plus en plus élevés au siège des entreprises du secteur alimentaire et des boissons, celles qui travaillent dans la chaîne d'approvisionnement des pays en développement se voient toujours refuser de semblables avancées en matière de revenus, de statut social ou de perspectives d'avenir.

Agnès Gabriel, migrante de 37 ans résidant à Ayetoro-Ijesa, au Nigeria, gagne 3 dollars par jour sur la plantation de cacao pour laquelle elle travaille, alors que ses homologues masculins gagnent plus du double. Arti, qui travaille pour une usine d'exportation de cacao de Makassar, en Indonésie, nous confie qu'elle est forcée de travailler sans contrat et que son superviseur parle d'elle comme d'un « animal ». Quant aux femmes de l'usine de transformation du cacao où travaille Munir, elle aussi située à Makassar, elles ont toutes été licenciées après avoir demandé l'égalité en matière de traitement et de rémunération.

Au cours des cents dernières années, les entreprises du secteur agroalimentaire se sont transformées en gigantesques conglomérats internationaux dont le succès a souvent été lié à leur attrait auprès des consommatrices. Pourtant, ces mêmes entreprises sont loin d'avoir pris les mesures nécessaires pour combattre les inégalités, la faim et le manque de perspectives au nom des femmes qui travaillent dans leur chaîne d'approvisionnement.

Oxfam œuvre dans le secteur du cacao depuis de nombreuses années, que ce soit par le biais de ses programmes ou en préconisant de meilleures conditions sociales dans les chaînes d'approvisionnement. Oxfam est allé à la rencontre de plus d'une douzaine de communautés productrices de cacao à travers la Côte d'Ivoire, le Nigeria, l'Indonésie et le Brésil, afin de s'entretenir directement avec des cultivatrices de cacao pour recueillir leurs propres témoignages sur les difficultés qu'elles rencontrent. À la lumière des informations et des données collectées sur la fiche d'évaluation d'Oxfam « La face cachée des marques » mais aussi de nos longues années d'expérience dans les chaînes d'approvisionnement du cacao, nous exhortons trois des plus grandes et des plus puissantes entreprises du secteur agroalimentaire – Mars, Mondelez International et Nestlé – à redoubler d'efforts pour promouvoir et protéger les droits des millions de femmes à travers le monde qui cultivent le cacao, ingrédient indispensable de leurs produits. La multiplication des investissements en faveur des femmes serait à la fois favorable aux entreprises et aux communautés puisqu'elle contribuerait à l'augmentation des rendements tout en renforçant la sécurité alimentaire. Et c'est aussi, tout simplement, la bonne chose à faire.

Le problème

Dans le monde, 95 tonnes de chocolat sont consommées chaque seconde⁸. Pour la première fois, les ventes mondiales de confiseries chocolatées ont dépassé les 100 milliards de dollars en 2011⁹ et la demande continue de croître, en particulier dans les immenses marchés émergents que sont la Russie, la Chine, le Brésil et l'Inde.

Pourtant, il est surprenant de constater que trois des entreprises du secteur agroalimentaire contrôlent à elles seules plus de 40 % du marché mondial du chocolat : Mars, Mondelez International et Nestlé¹⁰. À elles trois, ces entreprises achètent près du tiers du cacao récolté dans le monde¹¹ et engrangent chaque année plus de 45 milliards de dollars grâce aux ventes de leurs confiseries¹².

Pour autant, cet essor des ventes ne s'est pas traduit par une amélioration des conditions de vie pour les plus de 5,5 millions de petits agriculteurs et petites agricultrices qui produisent actuellement 90 % du cacao utilisé par les principales entreprises du secteur agroalimentaire¹³. La pauvreté et la faim sont toujours endémiques parmi les cultivateurs et cultivatrices de cacao¹⁴. En réalité, la plupart des petits producteurs et petites productrices mais aussi des travailleurs et travailleuses du secteur du cacao vivent en dessous du seuil

de pauvreté¹⁵, un phénomène encore plus prononcé en Afrique de l'Ouest où 70 % du cacao est cultivé dans le monde¹⁶.

Discriminations contre les femmes dans les chaînes de valorisation du cacao en Indonésie

La fiche d'évaluation d'Oxfam « La face cachée des marques » n'évalue pas les politiques des entreprises relatives à ses usines mais nos recherches sur le terrain nous ont permis de recueillir le témoignage direct de travailleuses, qui mettent en lumière l'extrême vulnérabilité des femmes dans l'ensemble de la chaîne de valorisation du cacao. Lien vers l'étude de cas complète : <http://oxf.am/3zy> (en anglais)

Arti* (femme d'environ 35 ans)

Arti travaille comme ouvrière pour une usine d'exportation du cacao à Makassar. Elle nous a expliqué qu'elle travaille depuis 2008 comme ouvrière dans le secteur de la transformation du cacao. Elle ne dispose d'aucun contrat de travail légal et gagne seulement 50 500 roupies par jour, soit 5,25 dollars. Cependant, il arrive souvent qu'Arti doive attendre plus d'une semaine avant de percevoir son salaire et elle est appelée au travail uniquement lorsque l'usine dispose de stocks de cacao. Sa rémunération est inférieure au salaire minimum et ne suffit pas à couvrir ses dépenses alimentaires, d'eau et de logement. Elle paie 150 000 roupies par mois, soit 15,50 dollars, pour une pièce sombre et oppressante de 2,5 m² aux parois en aluminium galvanisé, située dans un parc de logements pour travailleurs.

Arti affirme qu'elle ne bénéficie pas des droits garantis aux travailleurs par la loi indonésienne, tels que la sécurité sociale. Elle ajoute qu'à l'usine, elle subit souvent les réprimandes et les injures de son superviseur, qui parle d'elle comme d'un « animal ». « Nous sommes réprimandés même lorsque nous faisons du bon travail », ajoute Arti. Elle a même signalé avoir été contrainte de se cacher derrière l'usine pendant la visite de personnes extérieures. « Une fois que les visiteurs étaient partis, on m'a demandé de retourner à mon poste de travail. » Pourtant, elle affirme ne pas oser se battre contre ces discriminations. « Je ne me plains jamais. J'accepte les choses comme elles sont, par crainte d'être licenciée. »

Munir* (homme d'une trentaine d'années)

Munir travaille à temps partiel dans une usine d'exportation de cacao de Makassar. Il nous explique que l'usine pour laquelle il travaille emploie 34 hommes mais aucune femme parce que quelques années plus tôt, la direction de l'usine a décidé de licencier toutes les femmes après qu'elles avaient demandé certains droits élémentaires, tels qu'une augmentation de salaire, et certaines protections garanties par le droit du travail indonésien, telles que le congé menstruel. Ce dernier droit donne aux femmes la possibilité de prendre deux jours de congé par mois ; il vise les travailleuses dont l'emploi est physiquement contraignant et implique généralement de longues heures de travail et des heures supplémentaires, telles que les femmes travaillant en usine. Un grand nombre de ces femmes souffrent d'anémie et, lors de leurs menstruations, elles se trouvent dans un état de plus grande faiblesse physique encore et sont particulièrement vulnérables.

*Les noms ont été modifiés pour protéger l'identité des travailleurs et travailleuses.

On estime qu'entre 40 et 50 millions de personnes à travers le monde dépendent du cacao pour subvenir à leurs besoins¹⁷. Pourtant, un cultivateur de Côte d'Ivoire ne gagne par exemple que 342 dollars par an alors que le seuil de pauvreté est fixé à 5 840 dollars pour ce pays, soit 1 608 % de plus que le salaire annuel d'un producteur de cacao (voir Figure 1 pour une illustration des revenus au Ghana et en Côte d'Ivoire).

Visual 4 Income increase needed to escape from poverty and absolute poverty

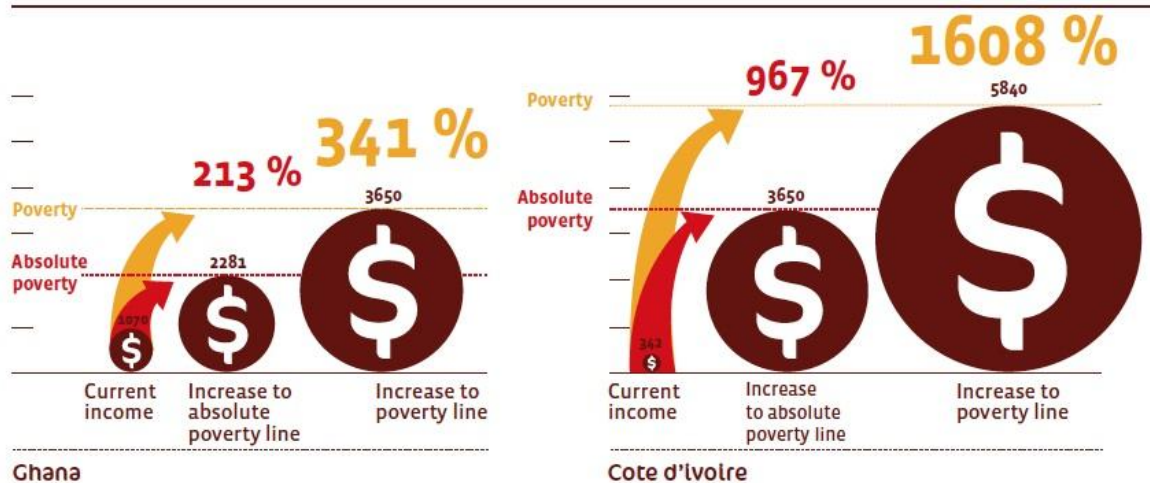


Figure 1 : Tiré du baromètre du cacao 2012¹⁸

Le travail des enfants reste également monnaie courante dans l'industrie du cacao¹⁹. Les infrastructures de base telles que l'eau courante, l'électricité et les sanitaires restent rares dans les zones de production du cacao de pays tels que le Nigeria. Hélas, les mauvaises nouvelles ne s'arrêtent pas là. À l'échelle de la planète, des millions de productrices et de travailleuses du secteur du cacao sont victimes d'inégalités et de discriminations généralisées.

- Dans les plantations de cacao, les femmes sont généralement moins payées que les hommes, lorsqu'elles reçoivent une rémunération pour leur travail²⁰.
- Les cacaocultrices sont rarement propriétaires des terres qu'elles cultivent même si elles travaillent sur la même parcelle tout au long de leur vie²¹.
- De nombreuses femmes qui rencontrent des problèmes dans la plantation où elles travaillent, en étant par exemple victimes de harcèlement ou de discrimination, n'ont aucun recours pour se plaindre ou pour se défendre²².
- Les cacaocultrices n'ont pas les mêmes possibilités que les hommes de suivre des formations agricoles ou financières²³.
- Comme elles ne possèdent pas de terres ni de capital, il leur est difficile d'obtenir un prêt ou un crédit, même si elles travaillent dur. Cette situation limite énormément leur capacité à acheter des engrais, des semences plus performantes ou des systèmes d'irrigation qui pourraient permettre d'augmenter les rendements²⁴.

Au Nigeria, beaucoup d'efforts pour un salaire bas et inéquitable

Lien vers l'étude de cas complète : <http://oxf.am/3z9> (en anglais)

Du soin des cacaotiers au séchage des fèves de cacao avant leur vente, la production de cacao est une activité intensive en main-d'œuvre. En général, les hommes aussi bien que les femmes travaillent dans des exploitations familiales et sont engagés comme travailleurs ou travailleuses agricoles. Mais lors d'entretiens que nous avons menés dans quatre communautés productrices de cacao près d'Ilesa, dans l'État d'Osun au Nigeria, les travailleuses interrogées nous ont confié que leur travail était moins bien rémunéré que celui des hommes et qu'elles étaient généralement embauchées seulement pour effectuer les travaux les moins bien payés.

Alors que chacun lutte pour survivre avec les maigres revenus tirés du cacao, ce sont les travailleuses qui semblent les plus désavantagées. Agnès Gabriel, une travailleuse migrante de 37 ans résidant à Ayetoro-Ijesa, explique que l'une des tâches pour lesquelles elle est employée dans les plantations de cacao locales consiste à transporter l'eau qui sera mélangée aux pesticides. D'autres tâches lui sont aussi assignées, telles que écosser les fèves lors de la récolte, les transporter jusqu'à l'aire de fermentation et aider au séchage. Les efforts d'Agnès sont récompensés par 500 nairas par jour, soit à peine plus de 3 dollars. Les agriculteurs admettent eux-mêmes que les femmes sont rémunérées entre 2 et 3 dollars pour une journée de travail ordinaire tandis que les hommes gagnent environ 7 dollars par jour.

Pourquoi alors se focaliser spécifiquement sur la culture du cacao ?

Bien entendu, les problèmes que rencontrent les agricultrices et les ouvrières ne sont pas propres à l'industrie du cacao. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture estime qu'en Afrique, les paysannes possèdent seulement 1 % des terres agricoles et ne bénéficient que de 7 % des services de vulgarisation et de moins de 10 % des crédits agricoles.

La main-d'œuvre agricole mondiale serait composée jusqu'à 60 % de femmes produisant tout type de denrées, du maïs aux tomates en passant par la vanille ou le thé²⁵. Pourtant, dans tous les secteurs de l'agriculture, les femmes sont surreprésentées parmi les emplois les moins bien payés et sous-représentées parmi les postes les mieux rémunérés²⁶.

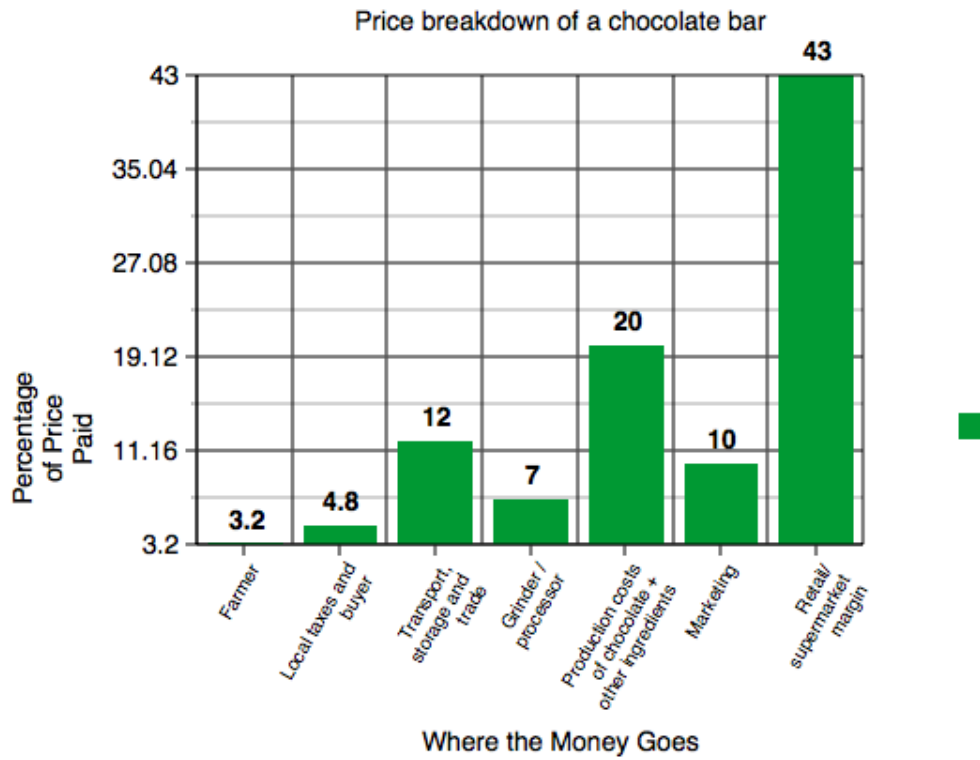
Mettre fin à cette discrimination pourrait être la mesure la plus importante à prendre pour instaurer une croissance équitable et durable. Comme l'a observé le magazine *The Economist*, l'augmentation du travail des femmes dans les pays développés au cours des dix dernières années a contribué de manière plus significative à la croissance mondiale que l'essor économique de la Chine²⁷. De surcroît, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture estime que le simple fait d'accorder aux femmes le même accès aux ressources agricoles que les hommes permettrait de réduire de 150 millions le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde²⁸.

Les femmes jouent un rôle indispensable dans la production de cacao : elles plantent les jeunes pousses et les entretiennent, elles ouvrent les gousses récoltées et elles sont responsables de la fermentation et du séchage des fèves de cacao avant qu'elle ne soient vendues aux négociants.

De plus, au contraire des autres denrées qui sont généralement cultivées sur d'immenses plantations, comme le soja ou le thé, 90 % du cacao est cultivé par des paysans et paysannes sur des parcelles ne dépassant pas les 5 hectares²⁹.

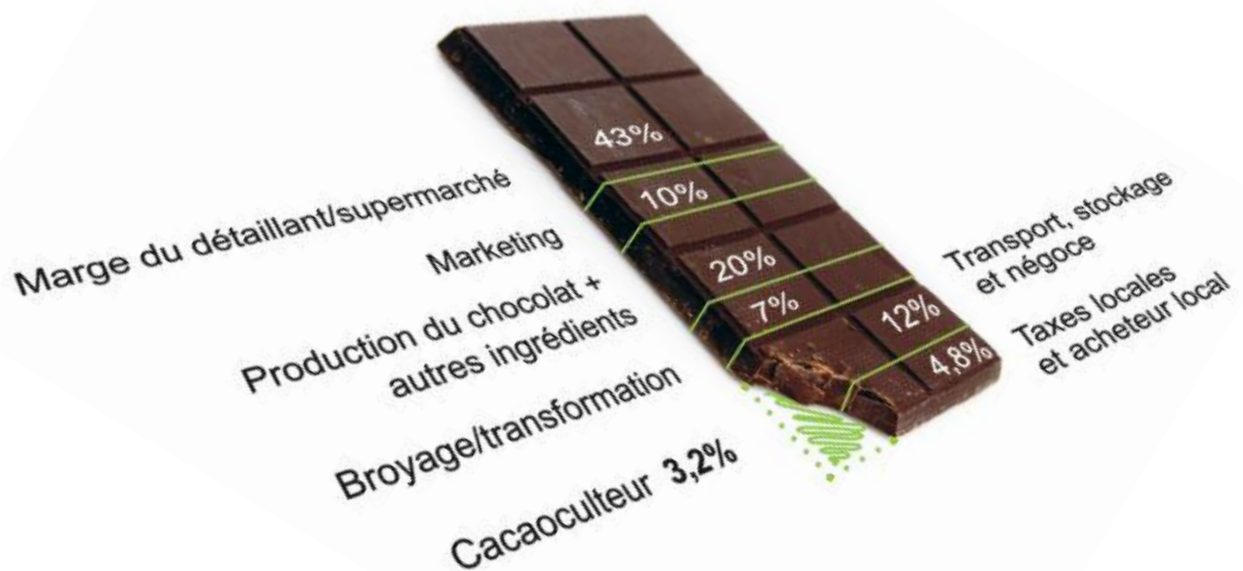
Par exemple, en Côte d'Ivoire, l'un des centres mondiaux de la production du cacao, les femmes représentent au moins 25 % des 720 000 petits producteurs actuels de cacao³⁰. Mais les femmes sont également employées sur les plantations de cacao en tant que travailleuses agricoles. Aussi estime-t-on que les femmes remplissent entre 60 et 80 % de la main-d'œuvre agricole au Nigeria³¹.

Cela signifie que l'amélioration des conditions de travail et de rémunération tout au long de la chaîne d'approvisionnement du cacao pourrait avoir un impact favorable sur des millions de femmes et leur famille à travers le monde. Pourtant les entreprises sont loin de faire suffisamment d'efforts pour contribuer à résoudre ces problèmes alors même que de simples changements qui ne leur coûteraient presque rien, comme de garantir aux productrices un prix équitable en échange de leur cacao, pourraient avoir un profond effet sur la pauvreté et la faim à l'échelle mondiale. Comme l'indique le tableau ci-dessous, les cacaocultrices et cacaoculteurs gagnent un infime pourcentage du prix que paient les consommateurs pour une tablette de chocolat.



Oxfam Novib. Frank Mechielsen. (2009). Eerlijk duurt het langst, de Nederlandse chocoladebranche doorgelicht

Par exemple, au Nigeria, certains cacaoculteurs ne gagnent que 320 nairas, soit 2,04 dollars le kilo de fèves. Cela signifie qu'un cacaoculteur pourrait ne gagner que 612 dollars pour une année de labeur, soit moins de 2 dollars par jour³². En revanche, Mars vend ses boîtes de chocolat de 1 kg à 26,45 dollars, soit plus de dix fois la rémunération du paysan nigérian pour la même quantité de cacao³³.



Il est dans l'intérêt de toutes et tous de repenser et de réformer la chaîne d'approvisionnement du cacao

Les entreprises qui réalisent de grands profits grâce au dur labeur des producteurs de cacao ont pour responsabilité de contribuer à la protection et à la promotion des droits des travailleurs et des travailleuses de leur chaîne d'approvisionnement. Mais il est aussi dans le meilleur intérêt des entreprises de voir les conditions de travail des cacaocultrices s'améliorer. Les entreprises qui ne considèrent pas ces questions comme prioritaires passent à côté d'une immense opportunité.

Bien que la demande mondiale en cacao soit à la hausse, la chaîne d'approvisionnement du cacao, qui semblait autrefois infinie, a aujourd'hui considérablement perdu de son ampleur sous l'effet du changement climatique³⁴ mais aussi du vieillissement de la main-d'œuvre³⁵, au point que les entreprises sont aujourd'hui préoccupées par la viabilité de leur propre chaîne d'approvisionnement. Des millions de jeunes personnes abandonnent la culture du cacao en masse en raison de la faible rémunération et du manque de perspectives d'avenir,

tandis que les cultivateurs établis envisagent aujourd'hui d'adopter d'autres cultures, telles que l'hévéa ou l'huile de palme³⁶.

« S'il vous plaît, dites aux entreprises que si les prix n'augmentent pas, il sera difficile de produire à l'avenir », nous a confié Marhanah, une paysanne indonésienne de 43 ans. « Si le niveau de vie des producteurs de cacao ne s'améliore pas, en particulier celui des femmes, le cacao sera remplacé par une autre culture. »

Les entreprises prennent déjà certaines mesures pour tenter de consolider leur chaîne d'approvisionnement mais de nombreuses données probantes indiquent qu'une multiplication des investissements en faveur des femmes aura non seulement pour effet d'augmenter les rendements marginaux et la productivité agricole, mais aussi d'améliorer la qualité des produits et les conditions de vie de millions de femmes et de leurs familles³⁷.

De leur côté, les consommateurs désirent eux aussi en savoir plus sur les aliments dont ils se nourrissent, y compris sur la manière dont ils sont cultivés, si bien que les problèmes liés aux chaînes d'approvisionnement constituent aujourd'hui un risque pour la réputation des multinationales. Par exemple, l'attention portée aujourd'hui aux questions du travail des enfants ou de la dégradation de l'environnement dans l'industrie du chocolat a déjà incité les entreprises du secteur agroalimentaire à mettre en place de nouvelles initiatives de développement durable. Quant à la discrimination des femmes le long de la chaîne d'approvisionnement, c'est une problématique qui devrait à coup sûr toucher la corde sensible des consommatrices.

Il semble donc que l'heure soit venue pour une véritable mutation de l'industrie. De plus, en investissant en faveur des productrices et des travailleuses agricoles du secteur du cacao, ainsi qu'en protégeant leurs droits, les entreprises consolideront aussi bien leur chaîne d'approvisionnement que leur réputation tout en aidant des millions de femmes à sortir de la pauvreté.

Que peuvent faire les entreprises agroalimentaires ?

Dans les pays pauvres, les entreprises du secteur agroalimentaire promeuvent souvent leur chaîne d'approvisionnement comme des structures prometteuses et rémunératrices. Pourtant, la majorité de ces entreprises ne font quasiment rien pour combattre les inégalités dont les femmes sont victimes au sein de ces chaînes.

Dans le cadre de la campagne CULTIVONS d'Oxfam, la fiche d'évaluation « La face cachée des marques » a enquêté sur les impacts sociaux des politiques des chaînes d'approvisionnement des dix plus grandes entreprises du secteur agroalimentaire dans le monde (dont Mars, Mondelez et Nestlé) pour établir un classement entre ces dernières. Cette enquête a révélé un manque de considération quasiment universel pour les obstacles auxquels se heurtent les femmes qui travaillent dans cette industrie.

- Aucune de ces entreprises ne recueille ni publie d'informations concernant le nombre de femmes employées dans leur chaîne d'approvisionnement ni les conditions dans lesquelles elles travaillent.
- Cinq des plus grandes entreprises du secteur agroalimentaire ne font même aucune mention des femmes ou des obstacles particuliers qu'elles rencontrent dans leurs rapports d'entreprise sur la durabilité ou sur leur responsabilité sociale.
- Seule la moitié de ces entreprises ont mis en place des projets qui s'apparentent à de véritables efforts pour travailler directement ou indirectement avec des productrices et des travailleuses agricoles en vue de stimuler une plus grande égalité économique et une croissance positive de leurs revenus.
- Aucune des dix plus grandes entreprises du secteur agroalimentaire ne s'est engagée à éradiquer la discrimination sexuelle dans l'ensemble de sa chaîne d'approvisionnement.

- Les politiques relatives aux femmes de Nestlé, Mondelez et Mars ont toutes été évaluées défavorablement, recevant une note de 4, 2 et 1 respectivement.
- Aucune de ces trois entreprises n'est signataire des Principes d'autonomisation des femmes de l'ONU.

Il est vrai toutefois que Mars, Mondelez et Nestlé ont toutes essayé, au cours des dernières années, de renforcer la durabilité du secteur du cacao par le biais de certifications de type commerce équitable, d'initiatives sectorielles et d'une multiplication des investissements en faveur d'une sélection de programmes d'entreprise. Par exemple, en 2009, Mars a ambitieusement promis qu'elle n'utilisera plus que du cacao 100 % certifié d'ici 2020, tandis que Nestlé s'est engagé à un approvisionnement 100 % certifié³⁸.

Oxfam félicite ces entreprises pour leurs actions visant à augmenter les rendements des producteurs et des productrices et à réduire le travail des enfants. Des efforts sérieux sont en cours pour améliorer les perspectives des producteurs et productrices de cacao. Cependant, à ce jour, ces projets ne se sont pas directement attaqués aux problématiques propres aux femmes travaillant dans les chaînes d'approvisionnement de ces entreprises. Au contraire, ils ont principalement porté sur les problèmes de productivité en formant principalement des agriculteurs de sexe masculin³⁹.

L'efficacité de ces initiatives à lutter contre le travail des enfants a plusieurs fois été sérieusement remise en question⁴⁰. Le travail des enfants sera éradiqué uniquement lorsque les travailleurs et travailleuses sur le terrain gagneront un salaire leur permettant de subvenir aux besoins de leur famille. Se concentrer sur le sort des femmes serait un grand pas dans cette direction : accorder un accès et une formation aux millions de travailleuses des plantations de cacao permettrait d'améliorer les rendements⁴¹.

Pour toutes ces raisons, Oxfam invite Mars, Mondelez et Nestlé à montrer le chemin en établissant l'égalité entre les femmes et les hommes qui travaillent dans le secteur du cacao, et tout au long de la chaîne de valorisation.

Ces entreprises doivent notamment prendre trois mesures essentielles pour éradiquer les inégalités entre hommes et femmes dans leur chaîne d'approvisionnement. Oxfam met ci-dessous en lumière des façons de mettre en œuvre ces mesures.

Étape 1 : « Savoir et montrer » comment les femmes sont traitées dans leur chaîne d'approvisionnement.

- Organiser des évaluations, menées par des tiers, portant sur les conditions des femmes dans chaque pays auprès duquel l'entreprise s'approvisionne, en s'assurant qu'elles s'appuient sur des entretiens confidentiels, hors site, ciblant les travailleuses agricoles et les femmes travaillant sur des exploitations familiales.
- Publier toutes les données désagrégées et toutes les évaluations pertinentes relatives aux femmes et s'engager auprès des acteurs locaux, en particulier des groupes de femmes.
- Établir, au minimum tous les 5 ans, une feuille de route des évaluations à mener dans la chaîne d'approvisionnement en cacao de l'entreprise et partager les données désagrégées et les évaluations pertinentes relatives aux femmes. S'engager auprès des groupes locaux de femmes travaillant dans le secteur afin d'améliorer les pratiques de l'entreprise.

Étape 2 : S'engager à adopter un « plan d'action » transparent visant à multiplier les opportunités spécifiquement pour les femmes et combattre les inégalités en matière de rémunération et de conditions de travail dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement.

- Exiger des fournisseurs qu'ils achètent les produits des agriculteurs et des agricultrices à un prix équitable et qu'ils offrent aux travailleurs et aux travailleuses un salaire qui leur permette de subvenir à leurs besoins essentiels.
- Mettre en place des services de vulgarisation agricole et des programmes de formation sur l'autonomisation des femmes et la discrimination destinés aux agricultrices et aux ouvrières. En outre, former les agricultrices aux méthodes permettant d'augmenter les rendements, d'investir dans leur exploitation et de renforcer leur résilience aux chocs de prix et aux catastrophes naturelles. Fixer un objectif concernant l'emploi d'un nombre élevé de femmes pour fournir des services de vulgarisation et demander aux fournisseurs d'en faire de même.
- Promouvoir activement le recrutement de femmes, y compris à des postes de direction, au sein des groupes de petits exploitants et de coopératives qui approvisionnent les entreprises.
- Récompenser les coopératives qui améliorent les contrats de travail de manière à ce que tous les agriculteurs et toutes les agricultrices bénéficient de contrats aux clauses identiques.
- Veiller à ce que les équipes qui audient les fournisseurs ou qui forment et conseillent les agricultrices comprennent des femmes parmi leurs membres.

Étape 3 : S'engager auprès d'acteurs publics et privés puissants et bien ciblés pour combattre les inégalités hommes-femmes, et influencer d'autres acteurs du même type.

- Devenir immédiatement signataire des principes d'autonomisation des femmes de l'ONU et encourager tous les fournisseurs directs à en faire de même.
- Dans les pays où l'entreprise est en opération ou s'approvisionne, encourager la promulgation de lois qui promeuvent l'égalité des sexes dans le secteur agricole, y compris les réformes du régime foncier et la promotion de l'accès égal aux formations et autres services (crédits, intrants, commercialisation).
- Travailler avec des programmes de certification (RA, FLO, Fairtrade USA, Utz) afin d'intégrer des normes et des formations qui encourageront l'égalité des sexes et l'automatisation des femmes.
- Travailler avec des initiatives sectorielles telles que WCF, ICI, ICCO en vue d'élaborer des programmes conjoints pour le secteur du cacao et combattre l'inégalité entre les sexes.
- Travailler avec les grands acteurs de la transformation du cacao, ADM, Cargill, Barry Callebaut, et des négociants tels qu'Olam, Armajaro et autres, afin qu'ils intègrent la question de l'égalité des sexes à leurs politiques et à leurs pratiques.

Des femmes qui se battent pour changer les choses - Olga Rosine Adou, Côte d'Ivoire

Lien vers l'étude de cas complète : <http://oxf.am/3zC> (en anglais)

Malgré les grands obstacles qui se dressent sur leur chemin, de nombreuses productrices de cacao continuent de montrer l'exemple au sein de leur communauté en faisant preuve d'ambition et d'esprit d'entreprise. Si elles parviennent à trouver des entreprises désireuses de faire équipe avec elles, ces femmes peuvent se transformer en puissantes instigatrices du changement et créer des opportunités pour la prochaine génération.

L'appartenance à une coopérative de production du cacao peut apporter à ses membres des avantages considérables, dont l'accès à des formations, des engrais et des insecticides ainsi que des primes versées au moment de la récolte. Il est toutefois rare de trouver des femmes parmi les membres des coopératives du cacao en Côte d'Ivoire, et d'autant plus dans un rôle de leader. Olga Rosine Adou, une productrice de cacao de 38 ans vivant à Agboville, était d'avis que les femmes avaient besoins de s'organiser. Mais comme il n'existait aucune coopérative, elle a décidé de créer la sienne. La coopérative de cacao COOPASA comptait 100 membres lors de sa fondation en 2010 et en compte aujourd'hui environ 300, dont une trentaine de femmes, y compris sa directrice, Epi Joelle Kouamela.

La coopérative d'Olga Rosine Adou vend aujourd'hui ses produits à plusieurs petits clients, principalement locaux. Elle tente actuellement d'obtenir une certification qui pourrait l'aider à augmenter les prix qu'elle facture et à accéder aux chaînes d'approvisionnement des entreprises internationales telles que Mars, Nestlé et

Mondelez. Cependant, Olga Rosine Adou affirme que l'obtention d'une certification est un processus coûteux que la coopérative n'a pas les moyens de financer.

« Nous voulons beaucoup de choses », explique-t-elle lorsqu'on lui demande ce que les entreprises internationales pourraient faire pour aider les productrices de cacao de Côte d'Ivoire. « Par exemple, nous voulons être formées et connaître les étapes à suivre pour réussir. Nous avons aussi besoin d'outils et d'équipements – machettes, motos, seaux, par exemple – pour faire notre travail. Si nous avons tout cela, les choses seraient plus faciles. »

« Nous voulons que nos conditions s'améliorent, ajoute-t-elle. Nous voulons que les hommes comprennent que les femmes sont capables de faire ce qu'ils font. Les femmes ne sont pas inférieures aux hommes. Les hommes doivent comprendre cela. Et je pense que sous la pression internationale, les choses vont commencer à changer. » Olga Rosine Adou veut ouvrir une nouvelle voie pour les femmes de Côte d'Ivoire : « J'espère que les autres femmes nous suivront. Nous voulons que les femmes réalisent qu'elles sont capables de faire tout ce que les hommes peuvent faire. »

Conclusion

L'industrie du chocolat est sur le point d'entamer une mutation. Le changement climatique oblige les entreprises du secteur agroalimentaire à rechercher de nouvelles terres et de nouvelles méthodes de culture afin de satisfaire une demande sans cesse croissante, tandis que les producteurs et productrices sont moins disposés que jamais à travailler dans des conditions misérables. De leur côté, les consommateurs exigent des pratiques plus responsables et recherchent des produits certifiés, si bien que des initiatives sectorielles sont mises en place pour atténuer les effets des activités industrielles sur les communautés à travers le monde.

Toutefois, à ce jour, les entreprises ont oublié l'un des chaînons les plus importants de la chaîne d'approvisionnement mondiale, un chaînon qui pourrait pourtant bien changer la donne : les femmes. Les femmes représentent non seulement une grande proportion du personnel employé à la plantation, à la récolte et à la transformation du cacao, mais elles sont aussi la clé de la sécurité alimentaire et d'une croissance durable et équitable.

Oxfam lance aujourd'hui un appel à trois des plus grands acheteurs de cacao au monde pour qu'ils assument la responsabilité des incidences de leur chaîne d'approvisionnement et qu'ils améliorent les conditions des femmes sans lesquelles leurs produits ne pourraient être fabriqués.

Oxfam www.oxfam.org

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations œuvrant de concert dans 94 pays : Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org), Oxfam Australie (www.oxfam.org.au), Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be), Oxfam Canada (www.oxfam.ca), Oxfam France (www.oxfamfrance.org), Oxfam Allemagne (www.oxfam.de), Oxfam GB (www.oxfam.org.uk), Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk), Oxfam Inde (www.oxfamindia.org), Intermón Oxfam (www.intermonoxfam.org), Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org), Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org), Oxfam Japon (www.oxfam.jp), Oxfam Mexique (www.oxfamexico.org), Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz), Oxfam Novib (www.oxfamnovib.nl), Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

¹ KPMG. « Food and Beverage Industry Outlook Survey » 2012. <http://www.kpmg.com/US/en/IssuesAndInsights/ArticlesPublications/Documents/food-and-beverage-industry-outlook-survey-2012.pdf>

² Bloomberg. « Chocolate Binge Topping \$100 Billion Boosts Cocoa After Slump: Commodities », 24 nov. 2011

³ Planet Money, « Rethinking The Oreo For Chinese Consumers » January 27, 2012. <http://www.npr.org/blogs/money/2012/01/27/145918343/rethinking-the-oreo-for-chinese-consumers>

⁴ Ad Age, « Snickers Surging to Top of Global Candy Race ». <http://adage.com/article/news/snickers-surging-top-global-candy-race/237349/>

⁵ Nestlé. « Happy 75th Birthday KitKat » <http://www.nestle.com/media/newsandfeatures/happy-75th-birthday-kitkat>

⁶ <http://archive.unctad.org/templates/WebFlyer.asp?intItemID=5389&lang=1>

⁷ « Increasing Cocoa Productivity Through Improved Nutrition: A Call to Action. » K. de Vries, B. McClafferty, M. van Dorp

-
- ⁸ http://www.khaleejtimes.com/kt-article-display-1.asp?section=todaysfeatures&xfile=/data/todaysfeatures/2012/October/todaysfeatures_October41.xml
- ⁹ World Cocoa Foundation, « Cocoa Market Update ». Référence à Bloomberg. <http://worldcocoafoundation.org/wp-content/uploads/Cocoa-Market-Update-as-of-3.20.2012.pdf>
- ¹⁰ <http://www.confectionerynews.com/Manufacturers/Mondelez-sets-global-chocolate-vision>
- ¹¹ Production mondiale totale de 2011 : 3.940.000. Mondelez 450.000 + Nestlé 400.000 + Mars 390.000 = 1.240.000
Calcul $1.240.000/3.940.000 = 31,5 \%$
- Source : Cocoa barometer 2012, figure 3 (p. 5) et figure 8 (p. 11)
- ¹² International Cocoa Organization, « The Chocolate Industry » www.icco.org/about-cocoa/chocolate-industry.html
- ¹³ World Cocoa Foundation, « Cocoa Market Update ». Référence à Bloomberg. <http://worldcocoafoundation.org/wp-content/uploads/Cocoa-Market-Update-as-of-3.20.2012.pdf>
- ¹⁴ <http://www.gainhealth.org/reports/increasing-cocoa-productivity-through-improved-nutrition>
- ¹⁵ <http://archive.unctad.org/templates/WebFlyer.asp?intItemID=5389&lang=1>
- ¹⁶ Fairtrade International. « Fairtrade and Cocoa », août 2011.
http://www.fairtrade.org.uk/includes/documents/cm_docs/2011/C/Cocoa%20Briefing%20FINAL%208Sept11.pdf
- ¹⁷ This came from the Cocoa sector policy brief and the larger number of those who “depend on cocoa” is also found at <http://worldcocoafoundation.org/wp-content/uploads/Cocoa-Market-Update-as-of-3.20.2012.pdf>
- ¹⁸ http://www.cocoabarometer.org/Cocoa_Barometer/Download_files/COCOA_baro2012_printerfriendly.pdf
- ¹⁹ <http://www.childlabor-payson.org/Tulane%20Final%20Report.pdf>
- ²⁰ « The rôle of certification and producer support in promoting gender equality in cocoa production », UTZ CERTIFIED Solidaridad-Certification Support Network en collaboration avec Oxfam Novib, février 2009.
- ²¹ Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) « Empowering women and fighting poverty: Cocoa and land rights in West Africa », 2002.
- ²² Selon la fiche d'évaluation établie par Oxfam dans le cadre de sa campagne « La face cachée des marques », Mars, Mondelez et Nestlé n'ont pas pour politique d'exiger de tous leurs fournisseurs qu'ils mettent en place une procédure de réclamation à l'usage des agriculteurs ou des travailleurs.
- ²³ « The rôle of certification and producer support in promoting gender equality in cocoa production », UTZ CERTIFIED Solidaridad-Certification Support Network en collaboration avec Oxfam Novib, février 2009.
- ²⁴ Bogui, N. et M. Belleau, « Réalisation du diagnostic Genre et Développement », SOCODEVI (1999)
- ²⁵ Organisation pour l'Agriculture et l'Alimentation. *FAO at work 2010-2011: Women Key to Food Security*.
- ²⁶ Voir : Équipe SOFA & Cheryl Doss (2011). « The role of women in agriculture », document de travail de l'ESA n° 11-02, publication de la FAO, p. 2 <http://www.fao.org/docrep/013/am307e/am307e00.pdf>
- ²⁷ <http://www.economist.com/node/6802551>
- ²⁸ <http://www.fao.org/news/story/fr/item/52011/icode/>
- ²⁹ <http://worldcocoafoundation.org/wp-content/uploads/Cocoa-Market-Update-as-of-3.20.2012.pdf>
- ³⁰ « The rôle of certification and producer support in promoting gender equality in cocoa production », UTZ CERTIFIED Solidaridad-Certification Support Network en collaboration avec Oxfam Novib, février 2009.
- ³¹ Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), « Gender Dimensions of Agriculture, Poverty, Nutrition, and Food Security in Nigeria », Olubunmi Idowu, Yetunde Ajani.
- ³² En général, un cacaoculteur fait deux récoltes par an.
- ³³ <http://www.amazon.com/Silky-Smooth-Chocolate-Promises-Collection/dp/B002SC083C>
- ³⁴ CIAT, « Predicting the impact of climate change on the cocoa growing regions in Ghana and Ivory Coast »
- ³⁵ <http://worldcocoafoundation.org/creating-sustainable-cocoa-communities-through-literacy/>
- ³⁶ Euromonitor.com, “Euromonitor International's View on the 2012 World Cocoa Conference: Don't Panic.” <http://blog.euromonitor.com/2013/01/euromonitor-internationals-view-on-the-2012-world-cocoa-conference-dont-panic.html>. “... Farmers, argued politicians from producing countries, will find little or no incentive in passing on their cocoa farms to their offspring at current price levels. New generations will likely shift to more profitable crops like rubber or simply move to better remunerated jobs in cities.”
- ³⁷ Chan, M.K.; Barrientos, S. (2010). *Improving opportunities for women in smallholder-based supply chains*.
- ³⁸ 2012 Cocoa Barometer.
- ³⁹ Selon une analyse réalisée par Oxfam des initiatives des entreprises en matière de développement durable, peu d'attention est accordée à l'égalité entre les femmes et les hommes. Si quelques programmes isolés traitent des problématiques hommes-femmes, l'approche des entreprises n'est que très parcellaire et celles-ci ne poussent pas au changement dans leur chaîne d'approvisionnement.
- ⁴⁰ <http://www.childlabor-payson.org/Tulane%20Final%20Report.pdf>
- ⁴¹ Chan, M.K.; Barrientos, S. (2010). « Improving opportunities for women in smallholder-based supply chains ».